

Quel avenir pour le Kosovo avec l'UCK ?

Entretien avec Bardhyl Mahmuti

Bardhyl Mahmuti est le représentant politique de l'UCK en Suisse et il est chargé des relations du gouvernement provisoire du Kosovo avec la France.

— **Alain Guillemoles : L'UCK combat pour une indépendance du Kosovo. Mais une indépendance immédiate est-elle réaliste? Accepteriez-vous une période transitoire ainsi que cela est inscrit dans le projet d'accord discuté lors de la conférence de Rambouillet?**

Nous n'avons pas déterminé à Rambouillet le futur statut du Kosovo, car on ne peut pas trouver de solution tant que des forces serbes sont présentes au Kosovo. Nous avons posé en 1997 des conditions préalables à toute négociation sur le futur statut du Kosovo: le retrait des forces serbes, la libération des prisonniers politiques, l'arrêt des hostilités.

Il est indispensable de tenir compte de ces conditions. La période transitoire prévue par le projet d'accord de Rambouillet, trois ans ou davantage, doit servir, à nos yeux, à mettre en œuvre ces conditions, avant que l'on puisse trouver une solution autour d'une table. Notre but final est celui-là: qu'une solution durable soit trouvée et si possible au moyen d'un processus politique.

L'UCK n'est pas une force qui vise à prendre le pouvoir, mais à créer des conditions dans lesquelles toutes les forces politiques auront les mêmes chances dans la concurrence électorale. C'est pourquoi cette phase transitoire doit également servir à mettre en place des institutions démocratiques. Il y aura une force internationale qui surveillera les élections. Nous avons également demandé que la population kosovare puisse s'exprimer au moyen d'un référendum. Nous avons dirigé la délégation albanaise à Rambouillet pour avoir l'assurance que toutes les conditions que nous avons posées seront prise en compte.

— **Justement, si l'on se projette dans l'avenir, comment l'UCK sera représentée au cours du processus électoral à venir ?**

L'UCK ne va pas participer aux élections. Elle n'est pas une force politique. Ce sont les forces politiques qui existent déjà qui se présenteront. Mais il y aura également d'autres forces politiques qui vont naître. Je ne sais pas qui va créer quel type de parti parce que nous sommes actuellement six représentants politiques de l'UCK et que nous n'avons jamais discuté de notre projet social. Il existe entre nous un consensus sur la nécessité de travailler ensemble durant cette phase préalable à la mise en place d'une concurrence politique. Lorsque le Kosovo sera libéré, les conditions dans lesquelles chacun pourra élaborer son projet social seront réunies. Alors, des divergences apparaîtront. Car vous savez bien que les divergences apparaissent dès lors que l'on discute des projets sociaux. Il n'y a pas, au sein de l'UCK, une homogénéité concernant un projet social.

— **Vous êtes vous même membre du LPK (Mouvement populaire du Kosovo).**

Le LPK est également un mouvement attrape-tout, qui s'est mobilisé autour d'une revendication politique, celle de l'indépendance. A partir du moment où cette revendication sera satisfaite, différentes visions de l'organisation de la société vont s'exprimer.

— **Une partie de l'UCK est-elle en faveur d'une réunification avec l'Albanie ?**

Non, il y a une manipulation médiatique à ce sujet. Si l'on demande aux Kosovars s'ils sont favorables à une réunification avec l'Albanie, ils répondent «Oui». Mais il faut se rendre compte que l'aspiration des gens, et leur revendications, sont deux choses tout à fait différentes. Je vis en Suisse. Je ne connais pas l'opinion des gens ici mais si je trouve dix personnes favorables au rattachement de la Suisse romande à la France, est-ce que je pourrai conclure que l'ensemble de la population est favorable? On ne juge pas une communauté d'après ses aspirations, mais d'après ses revendications. Or notre revendication est la libération du Kosovo. Et c'est tout.

— Vous avez évoqué les différents projets sociaux auxquels adhèrent les cadres de l'UCK. Une partie d'entre eux continue-t-elle de soutenir des thèses de type marxiste-léniniste ?

Il n'y a jamais eu de revendications de type marxiste-léniniste, au sens idéologique du terme, au sein de l'UCK. Le LPK a utilisé les structures d'organisation basées sur les principes du marxisme-léninisme car ils enseignent comment s'organiser là où il existe un système totalitaire. A part Lénine, qui a décrit le travail clandestin ? Les principes d'organisation léninistes fonctionnent dans un espace où l'opposition ne peut s'organiser que clandestinement. En revanche, nous luttons pour la création d'un Etat-nation, ce qui est une idée de droite. Les marxistes insistent sur la lutte des classe tandis que nous travaillons à une homogénéisation de notre société, ce qui a toujours été une caractéristique des partis bourgeois. Notre revendication est de droite et nos principes d'organisation de gauche ! Où voyez-vous une idéologie marxiste-léniniste là dedans ?

— La presse a souvent évoqué, cependant, la vieille fascination du LPK pour Enver Hoxha ?

Dans la presse française, vous trouverez toutes sortes de stigmatisation de l'UCK. On nous accuse, pêle-mêle, d'être des marxistes-léninistes, des enveristes, mais aussi des fondamentalistes musulmans. Est-ce que cela tient debout ? Il faut se méfier de toutes ces manipulations qui visent à légitimer la réticence de certains gouvernements par rapport à l'UCK.

Chez nous, comme partout, il y a des gens de gauche, de droite et du centre. Mais au moment où notre pays est bombardé, ce serait un luxe de discuter entre gens de gauche, de droite et du centre. Il a fallu que nous organisions un front commun jusqu'au moment où chacun pourra créer un parti de gauche, de droite et du centre. On ne sait pas, alors, où chacun se positionnera. Mais nous concentrons l'ensemble de nos énergies à créer les conditions préalables qui permettront à une concurrence politique normale de pouvoir s'installer. Nous avons trop de luttes à mener pour avoir le temps de débattre d'autres choses.

— Le projet de règlement du G8 prévoit le désarmement de l'UCK. Y êtes-vous prêt ?

C'est contradictoire par rapport au projet discuté à Rambouillet. Rambouillet parlait de «transformer» l'UCK. La question est de savoir dans quel sens cette transformation va s'opérer. Nos dirigeants politiques en débattent et nous verrons. Ce qui compte aujourd'hui c'est que les forces serbes se retirent. Nous verrons quel sera le contexte lorsque les forces internationales se seront déployées. Actuellement, nous avons entre 40 et 50.000 soldats dans les rangs de l'UCK.² Dans un Kosovo où il y aura une force internationale de 50.000 hommes, nous n'aurons pas besoin d'avoir 50.000 soldats. Cependant nous exigeons la création d'une zone de sécurité de 100 km au-delà de notre frontière. Car la menace ne vient pas de l'UCK, mais de l'appareil répressif serbe. Aussi, s'il faut désarmer quelqu'un, c'est d'abord la Serbie.

- Que représente aujourd'hui pour vous Ibrahim Rugova ?

Pour moi, comme pour la majorité des membres de l'UCK, il est le président de la LDK.³ Ce n'est donc pas à moi de me prononcer sur son statut futur à l'intérieur de son parti. Lorsqu'il est arrivé en Italie, j'ai demandé à ce qu'il «cesse de jouer le rôle d'émissaire de Belgrade».

Au-delà de cet appel que j'ai lancé, la LDK est une force politique et personne ne peut savoir ce qu'elle représente aujourd'hui.

— Vous ne reconnaissez donc pas l'élection qui l'a conduit au poste de «président» ?

Il n'est pas le président du Kosovo. Le LPK, le LKCK, le Mouvement démocratique unifié, les syndicats libres, l'Union des étudiants indépendants..., environ dix forces politiques et sociales n'ont pas accepté cette élection. Il existe aujourd'hui un rapport de force défavorable à la LDK et Ibrahim Rugova l'a reconnu alors qu'il a accepté de n'être, à Rambouillet, que l'un des deux vice-présidents de la délégation. Mais nous ne pouvons, à l'avance, préjuger du résultat des élections qui auront lieu au Kosovo lorsque les conditions pour un scrutin libre et démocratique seront réunies. Je suppose que le jour venu, il se présentera aux élections et alors, nous verrons.

- Peu après la conférence de Rambouillet, l'UCK a rompu avec Adem Demaci . A-t-il été désavoué et tous les ponts sont-ils coupés avec lui ?

Je ne pense pas que les liens avec lui soient totalement rompus. Je lui voue toujours un grand respect. Il y a eu certaines divergences et j'espère qu'à partir du moment où la guerre finira, de nouvelles relations vont pouvoir s'instaurer. Je ne sais pas s'il s'engagera de nouveau en politique. Mais il est toujours très estimé. Il a passé 28 ans en prison et même si, à un moment donné, on peut avoir des divergences, cela ne veut pas dire qu'il existe un désaveu.

— **Une incertitude entoure la date de création de l'UCK. Certains parlent de 1993, d'autres de 1991 ?**

Les premières actions ont commencé en 1991 et n'étaient pas menées au nom de l'UCK. Il y avait alors par exemple à Prekaz un groupe qui s'était constitué autour d'Adem Jashari. Ces actions visaient l'appareil répressif serbe, lequel peut comprendre des gens en uniforme ou sans uniforme. Ainsi, il y a eu des inspecteurs en civil qui ont été tués. Mais la création de l'UCK a eu lieu en 1993, lorsqu'on a essayé de rassembler les groupes qui menaient ces actions. Le LPK a alors participé à la création de l'UCK. Il n'y a pas eu d'autres forces politiques qui ont participé à ce moment-là. Mais le LKCK nous a rejoint en mai 1998.

— **Quelle sera la place des minorités dans le Kosovo indépendant que vous appelez de vos vœux ?**

Nous ne visons pas à nous venger contre telle ou telle minorité. Nous souhaitons un Kosovo libre, indépendant et démocratique. Nous acceptons une ingérence internationale permanente qui puisse surveiller que toutes les minorités jouissent bien des mêmes droits.

- **L'Otan continue de vous refuser des armes. Comment réagissez-vous ?**

Nous sommes dans l'incapacité d'imposer une décision à l'Otan. Nous essayons de sensibiliser la communauté internationale, mais pour l'instant sans succès.

- **Que représente à vos yeux le gouvernement de M. Bukoshi, l'ancien Premier ministre d'Ibrahim Rugova qui n'a pas reconnu l'existence du nouveau gouvernement provisoire dirigé par Hashim Thaçi ?** ⁵

Il ne faut pas prendre au sérieux M. Bukoshi. Par exemple, après la première réunion de la délégation albanaise à Rambouillet, au cours de laquelle Hashim Thaçi a été nommé chef de cette délégation, il a donné une interview à la rédaction albanaise de *Deutsche Welle* dans laquelle il a nié la nomination d'Hashim Thaçi. Mais ensuite, tout le monde a pu voir qui dirigeait la délégation.

Plus tard, après la réunion de Rambouillet, les forces politiques présentes dans la délégation se sont mises d'accord sur la création d'un gouvernement provisoire. Il existe un accord qui porte la signature d'Ibrahim Rugova, de Rexhep Qosja, de Veton Surroi et d'Hashim Thaçi. Bujar Bukoshi a nié l'existence de cet accord. Or lui n'a aucune légitimité car il n'a pas de mandat électif. Le seul gouvernement légitime est celui de M. Thaçi car il a été mis en place avec le concours du LBD, qui représente sept partis politiques unifiés dans un Mouvement démocratique, et il existe des négociations pour qu'y rentrent le LPK et le LKCK. Bujar Bukoshi restera seul avec une partie de la LDK. Dès lors, qui peut revendiquer la légitimité à représenter le peuple du Kosovo ?

— **Que sont devenues les FARK, ces Forces armées de la République du Kosovo qui avaient été créées par M. Bukoshi ?**

Les Fark n'existent plus. D'ailleurs elles n'ont jamais agi en tant que telles, mais toujours sous la couverture de l'UCK.

— **Mais qu'en est-il en Albanie où on a l'impression que deux UCK se côtoient ?**

L'UCK n'existe pas en Albanie. Elle n'existe pas en dehors du Kosovo car c'est au Kosovo que la guerre se mène.

— **Qui sont alors les gens en uniforme de l'UCK que l'on peut voir dans les rues de Kukes, en Albanie ?**

Oui, ces hommes relèvent de l'UCK mais ils ne sont là qu'à titre provisoire. Ils ne sont pas là en tant que force, mais en tant qu'individus en attente d'être transférés au Kosovo.

- **Qui contrôle aujourd'hui la représentation du Kosovo à Tirana ?**

Le gouvernement de M. Bukoshi avait son siège à Tirana. C'est maintenant le gouvernement provisoire qui a son siège dans la capitale albanaise. M. Xhavit Haliti y est le représentant politique de l'UCK et le représentant pour l'Albanie du gouvernement provisoire.

— **Avez-vous condamné l'attentat contre Ahmet Krasniqi, ministre de la Défense de M. Bukoshi qui a été tué à Tirana en septembre 1998?**

Le lendemain de cet attentat, l'état-major de l'UCK a distribué un communiqué de presse assurant que l'UCK n'était pas responsable de cet attentat et condamnant cette action.

— **Quelle aide recevez-vous de l'Albanie, et en particulier des services de renseignement albanais ?**

Très minime par rapport à l'aide que nous recevons de la communauté albanaise à l'étranger. Que pourraient d'ailleurs faire les services de renseignement d'un pays dans une situation catastrophique, totalement déstructuré ? L'Albanie nous aide au niveau politique, elle soutient notre cause et tente d'apporter son soutien sur la scène internationale. Par ailleurs, il existe une solidarité avec les déplacés. L'UCK y est reconnue comme une force de libération et bénéficie d'une bienveillance pour se déplacer librement au sein de l'Albanie.

— **Pourquoi l'UCK n'a-t-elle pas engagé la lutte sur d'autres théâtres extérieurs ?**

Ce n'est pas à l'étranger que l'on peut résoudre le problème du Kosovo. Pour nous, le combat se mène à l'intérieur du pays. Cela fait bientôt 19 ans que le LPK mène une action à l'extérieur du Kosovo, à travers une de ses branches. Nous n'avons jamais entrepris une action comme l'assassinat d'un ambassadeur, une prise d'otage⁶, ou une autre de ce type car nous avons toujours été hostile à l'idée d'exporter notre combat. Pour nous, cela ne résoudrait rien. Mener de telles actions conduirait seulement à faire naître une hostilité à l'encontre de notre combat au sein des populations occidentales. Ces moyens sont illégitimes. Nous n'avons jamais entrepris ces actions et nous y sommes hostiles.

— L'UCK a-t-elle des liens avec les partis albanais de Macédoine, et en particulier le PDA (Parti démocratique des Albanais) ?

En tant qu'UCK, nous n'avons pas de relations avec les partis politiques albanais de Macédoine. Mais le gouvernement provisoire du Kosovo a noué des relations avec ces partis.

A propos de la situation en Macédoine, j'estime que si le gouvernement de Skopje refuse d'intégrer la complexité sociale du pays, il y aura des problèmes. Ce n'est pas l'UCK qui créera des problèmes en Macédoine, c'est la politique discriminatoire du gouvernement. Chaque fois que j'ai été interrogé pour savoir si l'UCK allait déstabiliser la Macédoine, j'ai répondu : «*Si vous souhaitez la stabilité de la Macédoine, il faut intervenir et faire pression sur le gouvernement macédonien pour qu'il respecte le droit du peuple albanais en Macédoine*». Maintenant, je crois que la situation a commencé à se détendre. Les événements vont dans le bon sens. Si le gouvernement macédonien continue de respecter les droits du peuple albanais, la situation se normalisera.

*Entretien conduit par
Alain Guillemoles, journaliste au quotidien La Croix.*

Notes :

1. Voir en annexe les biographies.
2. NDLR : d'après les experts militaires occidentaux, l'UCK ne disposerait que 15.000 hommes.
3. Voir en annexe les biographies.
4. *Idem*.
5. *Idem*.
6. NDLR : Le 8 novembre 1987, le LRPK, ancêtre du LPK tente sans succès d'enlever le consul de Yougoslavie à Stuttgart, voulant l'échanger contre Adem Demaçi.